EXPOSE SOMMAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 08 OCTOBRE 2018

I/ ADMINISTRATION GENERALE

1) Information du conseil municipal sur la mise en œuvre du répertoire électoral unique et désignation de la commission de contrôle

A compter du 1^{er} janvier 2019, le répertoire électoral unique entrera en vigueur. Cela signifie que les listes électorales ne seront plus gérées par chaque commune mais de manière centralisée par l'INSEE.

La liste électorale deviendra ainsi unique, nationale et permanente.

Chaque électeur se verra attribuer un numéro national unique et l'INSEE traitera directement les radiations pour décès ou incapacité électorale ainsi que les inscriptions d'office des jeunes, déchargeant ainsi la commune de cette responsabilité.

Les modalités d'inscription changent pour les électeurs. Si l'électeur peut toujours s'inscrire en mairie, l'agent municipal enregistrera son inscription directement sur le répertoire électoral unique.

Plus de souplesse dans les délais d'inscription

Le répertoire électoral permet plus de souplesse ainsi la limite du 31 décembre est supprimée. A compter de 2020, l'inscription sur la liste électorale sera possible jusqu'au 6^{ème} vendredi précédent le scrutin.

Pour les élections européennes du 26 mai 2019, l'inscription sera possible jusqu'au 31 mars 2019.

Fin des commissions administratives

Autre conséquence de la réforme, les décisions d'inscription et de radiations sont prises par le Maire et non plus par les commissions administratives. La dernière commission administrative se réunira le 9 janvier 2019.

Le contrôle s'effectuera désormais par une commission de contrôle qui examinera les recours formés contre les décisions d'inscription ou de radiation et procédera à un contrôle a posteriori des opérations de révision. La commission de contrôle se réunit au moins une fois par an et, en tout état de cause, entre le 24^{ème} et le 21^{ème} jour avant chaque scrutin.

Composition de la commission de contrôle :

En application de l'article L19 du code électoral, la commission de contrôle est composée pour Lingolsheim :

- De trois conseillers municipaux appartenant à la liste majoritaire pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission (à l'exception du maire, des adjoints titulaires d'une délégation)
- De deux conseillers municipaux appartenant à la liste d'opposition pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission.

Afin que les membres de la commission puissent être officiellement nommés à compter du 1^{er} janvier 2019, les noms des membres du conseil municipal doivent être transmis au Préfet au plus tard fin novembre.

Il est proposé au conseil municipal de transmettre à Monsieur le Préfet, les noms des conseillers municipaux suivants dans l'ordre du tableau :

Pour la liste majoritaire (3 noms parmi la liste) :

- Elodie STEINMANN
- Fabienne ROVIGO
- Laurent FISCHER
- Cécile CLOIREC
- Patrick GABAGLIO
- Catherine GOGNIES
- Aurore LAURENT
- Murat GULDAL
- Christine GONTRAM
- Stéphane ARNOULD
- Thierry HISSLER
- Carine BOURG
- Xavier DANNEL
- Claudine NEUROHR
- Bernard NICOLAS
- Marion BECHENNEC
- Maurice CUVILLIER
- Najat BENSACI
- Marie-Luce MATZ
- Julien KLAMECKI

Pour la liste d'opposition (2 noms parmi la liste):

- Valérie WACKERMANN
- Antoine GANCEDO
- Francine FLEURY
- Ruth BITSCH
- Richard GOSCICKI
- Adrienne HAHN

Projet de délibération :

Le conseil municipal prend acte

- des nouvelles dispositions concernant les inscriptions électorales avec la mise en œuvre du répertoire électoral unique au niveau national
- des 5 élus désignés pour siéger au sein de la commission de contrôle :
 - o Marie-Luce MATZ
 - o Carine BOURG
 - o Maurice CUVILLIER
 - o Antoine GANCEDO
 - o Richard GOSCICKI

Point adopté à l'unanimité

2) Délégation de signature dans le cadre des marchés publics

La rédaction de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales alinéa 4 concernant la passation des marchés publics a changé et il est proposé d'appliquer cette nouvelle rédaction :

Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

alinéa 4- de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant les avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Cette rédaction permet à M. le Maire de signer l'ensemble des pièces des marchés publics y compris les avenants. Ceux-ci feront l'objet d'une information au conseil lors de la séance suivante.

Projet de délibération :

Le conseil municipal

Vu la délibération du 15 avril 2014 donnant délégation au maire suivant l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son alinéa 4

Considérant la nouvelle rédaction de cet alinéa dans le CGCT

- décide de reprendre cette nouvelle rédaction, à savoir :
« Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :
- de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant les avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; ».

Point adopté à l'unanimité

II/ AFFAIRES FINANCIERES ET MARCHES PUBLICS

1) Décision Modificative n° 3/2018

Le comptable public nous a signalé une erreur concernant le compte administratif 2017 sur le montant du besoin en investissement. Il y a donc lieu de rectifier ce montant et de reprendre l'ensemble des écritures dans la décision modificative. Cette DM n° 3/2018 nous permet également d'intégrer les reports d'investissement de l'exercice 2017 et de réaliser les modifications de dépenses et de recettes du budget 2018 enregistrées depuis le vote du budget primitif en décembre 2017 et vaudra donc budget supplémentaire.

A- Reprise des résultats et affectations du compte administratif à faire à la demande du comptable.

Concernant le compte administratif 2017

En investissement :

Article 1068 besoin d'investissement cumulé

3 985 896.81 € au lieu de 2 518 896.81 se décomposant comme suit :

001	solde cumulé négatif	2 518 896.81 €
	+ les restes à réaliser (solde reports 2017)	<u>1 467 000.00 €</u>
		3 985 896.81 €

En fonctionnement :

Article 002 Constat d'un résultat de fonctionnement reporté

2 141 254.59 € se décomposant comme suit :

Résultat de clôture cumulé	6 127 151.40 €
Le résultat de clôture d'investissement	- 2 518 896.81 €
Le solde des restes à réaliser	<u>- 1 467 000.00 €</u>
	2 141 254.59 €

B- Prise en compte des dépenses et recettes supplémentaires au titre du budget 2018

(Voir tableau joint en annexe)

Projet de délibération :

Le conseil municipal

- Constate l'erreur de montant dans la délibération du 19 mars 2018 concernant l'affectation du résultat
- Rectifie le montant du besoin d'investissement cumulé à 3 985 896.31 €
- Décide d'intégrer les reports de l'exercice 2017 à l'occasion de cette décision modificative
- Constate que l'affectation du résultat à l'article 002 reste au montant de 2 141 254.59 € conformément à la délibération du 19 mars 2018
- décide les modifications de crédits du budget 2018 en dépenses et en recettes indiquées dans le tableau joint en annexe de la présente qui vaut budget supplémentaire 2018.

Point adopté par 26 voix pour et 5 abstentions

2) Admissions en non-valeur

La trésorerie nous a transmis un état de 55 titres émis entre 1997 et 2014 dont les montants n'ont pas pu être recouverts pour une somme totale de 2.635,25 €.

Il s'agit de :

- 48 titres d'un montant inférieur à 100 €
et
- 7 titres entre 101 et 250 € dont voici le détail
 - 247,95 € : personne disparue
 - 178,60 € : poursuite sans effet (société liquidée)
 - 135,00 € : surendettement et décision effacement de dette
 - 108,00 € : PV de carence
 - 133,00 € : PV de carence
 - 104,60 € : PV de carence
 - 144,60 € : PV de carence

Concernant les motifs :

- 27 titres sont d'un montant inférieur au seuil de poursuite (40 €)

- 17 titres font l'objet d'un procès-verbal de carence
- 5 titres ont abouti à des poursuites sans effet
- 3 titres concernent des personnes disparues
- 2 titres concernent des surendettements
- 1 titre (pour 1.20 €) concerne le délai dépassé du procès-verbal de carence

Il est donc proposé de constater l'impossibilité de recouvrer ces créances et de les admettre en non-valeur.
(La liste des débiteurs est tenue à la disposition des conseillers).

L'admission en non-valeur entraîne l'émission d'un mandat au compte 6541.

Projet de délibération :

Le conseil municipal

Vu la liste de propositions d'admission en non-valeur transmise par la trésorerie.

- décide d'admettre en non-valeur la somme de 2 635.25 € relative à des titres émis entre 1997 et 2014.

Point adopté à l'unanimité

3) Marchés Publics - Avenants – Réduction de pénalités

A/ Gymnase Maxime Alexandre - Avenants

Lot n°01 Gros-œuvre / Installation de chantier – Entreprise DICKER

- Réalisation d'un cheminement provisoire entre l'aire du chantier et la voie ferrée pour assurer une continuité de la piste cyclable pendant la durée des travaux. Le montant s'élève à **2 600,00 € HT**.

	€ HT
Montant initial du marché	1 246 598,89
Avenant n° 1 – à valider	+2 600,00
Montant total marché + avenant n°1	1 249 198,89
Soit une variation de +0,21%	

Lot n°3 Etanchéité – Couverture – Entreprise SOPREMA

- Plus-value pour isolant polystyrène épaisseur 150mm au lieu de 50mm sur la terrasse béton accessible.
- Plus-value pour mise en œuvre d'un voile noir déroulé sur le bac acier de couverture de la salle de sport et de la salle de tir.
- Plus-value pour fourniture et pose d'un bac acier type C38P permettant la dissimulation des vis de fixation de l'isolant.

Le montant s'élève à **15 289,00 € HT**.

	€ HT
Montant initial du marché	161 437,73
Avenant n°1 – à valider	+15 289,00
Montant total marché + avenant n°1	176 726,73
Soit une variation de +9,47%	

Lot n°15 Béton poli – Entreprise TERRA CLEAN

- Fourniture et mise en œuvre d'un tapis de propreté au droit de la sortie arrière du gymnase. Le montant s'élève à **1 914, 00€ HT**.

	€ HT
Montant initial du marché	82 964,00
Avenant n°1 – à valider	+1 914,00
Montant total marché + avenant n°1	84 878,00
Soit une variation de +2,31%	

Le 12 septembre 2018, la Commission d'Appel d'Offres a donné un avis favorable pour l'ensemble des avenants.

Projet de délibération :

Le conseil municipal :

- approuve l'ensemble des avenants proposés pour un montant total de **19 803, 00 € HT**
- autorise Monsieur Le Maire à signer les documents relatifs.

Point adopté à l'unanimité

B/ Cœur de quartier : Réduction du montant des pénalités des entreprises HITTIER et JEHU

Lot n°8 Sols souples / Chapes – Entreprise JEHU

Lot n°10 Peinture – Entreprise HITTIER

Dans le cadre du marché de construction du Cœur de Quartier des Tanneries – Equipements publics, les travaux objet des lots n°8 et n°10 précités ont été tous les deux réceptionnés avec réserves le 3 juillet 2017.

Le délai de levée des réserves accordé à chacune des entreprises a été fixé au 14 juillet 2017.

Il a ensuite été constaté que :

- Le 30 septembre 2017, l'entreprise JEHU avait levé toutes les réserves sauf celle concernant un décollement du revêtement de sol dans une salle de classe de l'école élémentaire.
- Le 3 novembre 2017, l'entreprise HITTIER avait levé toutes les réserves sauf celle concernant le traitement de l'escalier principal.

Ces deux dernières réserves ont été levées le 28 décembre 2017. Cette date a été prise en compte pour le calcul des pénalités de retard qui s'élèvent au montant de 4 325, 00 € HT pour chacune des entreprises.

Après notification du décompte général aux entreprises le 3 mai 2018, celle-ci ont transmis un mémoire en réclamation en date du 15 mai 2018 pour l'entreprise HITTIER et du 22 mai 2018 pour l'entreprise JEHU, demandant la réduction des pénalités de retard appliquées dans leurs décomptes généraux.

Pour l'entreprise JEHU, la réserve restant à lever le 30 septembre 2017 ne pouvait l'être que pendant les congés scolaires. Ces travaux avaient été effectués les 27 décembre et 28 décembre 2017. Cependant, pendant l'exécution du marché, l'entreprise avait accepté, sans plus-value, de livrer et installer des tapis de propreté provisoires, au droit de chaque entrée afin que la commission de sécurité puisse se tenir dans de bonnes conditions. La maîtrise d'ouvrage, après consultation de la maîtrise d'œuvre, a considéré que, compte tenu de la faible importance de la réserve qu'il restait à lever le 30 septembre 2017 et de l'effort consenti par l'entreprise pour installer des tapis de propreté provisoires en lieu et place de ceux qui n'avaient pu être livrés à temps, la date à prendre en compte pour le calcul des pénalités de retard devait être fixée au 30 septembre 2017. Il est donc proposé de retenir la date du 30 septembre 2017 pour le calcul des pénalités de retard à appliquer à l'entreprise JEHU et ainsi de réduire les pénalités au montant de 2 700, 00 € HT.

Pour l'entreprise HITTIER, les pièces du marché précité prévoyaient que l'escalier principal soit revêtu d'une peinture de sol. En cours d'exécution du marché, la maîtrise d'œuvre avait obtenu de l'entreprise de remplacer, sans plus-value, la peinture du sol par une lasure garantissant un meilleur aspect. La mise en œuvre de cette dernière a cependant été plus complexe et les reprises ont dû être effectuées pendant les congés scolaires de Noël en décembre 2017. La maîtrise d'ouvrage, après consultation de la maîtrise d'œuvre, a considéré qu'il n'était pas correct d'appliquer des pénalités de retard à cette entreprise pour des prestations qui n'étaient pas initialement prévues dans les pièces du marché. Il est donc proposé de retenir la date du 3 novembre 2017 pour le calcul des pénalités de retard à appliquer à l'entreprise HITTIER et ainsi de réduire les pénalités au montant de 3 550, 00 € HT.

Projet de délibération :

Le conseil municipal décide :

Au vu des explications qui précèdent :

- De réduire les pénalités de retard de l'entreprise JEHU au montant de 2 700, 00 € HT et de l'entreprise HITTIER au montant de 3 550, 00 € HT.
- De demander à la maîtrise d'œuvre d'établir de nouveaux projets de décomptes généraux pour les deux lots précités en prenant ces montants.
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Point adopté à l'unanimité

III/ INTERCOMMUNALITE

1) Acquisition amiable de terrains auprès de l'ES à Lingolsheim. Régularisation foncière suite aux aménagements réalisés dans le cadre des extensions tramway 2006 – 2008

Dans le cadre des extensions tramway 2006 – 2008, la collectivité a acquis, par voie amiable ou par voie d'expropriation, les immeubles tombant dans les emprises du projet, dans les quartiers strasbourgeois de l'Esplanade-Neudorf-Neuhof, Wacken-Robertsau, Elsau-Montagne Verte, ainsi que dans les communes d'Ostwald et Lingolsheim.

A ainsi été prolongée jusqu'à Lingolsheim la ligne B du tramway, nécessitant l'élargissement de la rue d'Ostwald pour y insérer une piste cyclable bi-directionnelle, sur des terrains identifiés comme propriété de la société ELECTRICITE DE STRASBOURG ; toutefois, les documents d'arpentage établis à l'époque ne correspondaient pas à la situation sur site, en raison notamment du talus réalisé au moment des travaux. Un nouveau découpage a par conséquent été sollicité et établi sur la base des aménagements définitifs. Il convient à présent de procéder à une régularisation foncière entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'ES, conformément aux conditions financières contenues dans la

délibération du conseil de la communauté urbaine de Strasbourg du 21 novembre 2003, soit au prix de 305 € / are en zone N1 du PLUI.

Les terrains à acquérir sont cadastrés comme suit :

Commune de Lingolsheim

Section 16 n° 938/171 de 8,30 ares

Section 16 n° 940/172 de 0,02 are

Section 16 n° 942/172 de 0,47 are

Section 16 n° 943/173 de 0,09 are

Section 16 n° 944/173 de 1,85 are

Soit une superficie totale de 10,73 ares au prix de 3 272,65 euros, arrondi à 3 300 €.

Projet de délibération :

Le conseil municipal

- Donne un avis favorable à la réalisation de cette transaction entre Electricité de Strasbourg et l'Eurométropole.

Point adopté à l'unanimité

IV/ URBANISME – TRAVAUX ET MARCHES PUBLICS

1) Hall Joffre Lefebvre – restructuration – APD et demande de financement

Le 19 mars 2018 le Conseil Municipal avait décidé de valider le diagnostic présenté par l'atelier d'architecture Delecrin-Mey et d'engager les travaux de rénovation du hall de sport Joffre Lefebvre.

Le marché de maîtrise d'œuvre de ce projet a été confiée à l'atelier d'architecture Rey-De Crécy.

Lors de la réunion de rentrée du Conseil Municipal du 1^{er} septembre l'équipe de maîtrise d'œuvre avait présenté plusieurs esquisses et variantes. Le principe de démolir les vestiaires actuels et de reconstruire de nouveaux vestiaires à la place des anciens, mais au même niveau que la salle de sport avait été retenu à l'unanimité des présents.

La volonté d'ouvrir largement cet équipement sportif à la pratique du handisport avait été fortement soutenue.

Les études engagées ont abouti à la remise d'un avant-projet le 3 octobre.

L'avant-projet présenté comprend :

- La création d'un nouvel accès à pied aux équipements sportifs et un réaménagement des abords des accès.
- La mise en accessibilité aisée de tous les espaces publics.
- La création d'un hall d'entrée d'environ 100m² au droit de l'accès à la salle de sport.
- La réorganisation et la rénovation complète des blocs sanitaires situés à proximité du club house.
- La démolition des vestiaires et des gradins extérieurs.
- La construction d'un nouveau bâtiment vestiaires comprenant un bloc sanitaire, six vestiaires/douches, deux vestiaires arbitres.
- La rénovation de la salle de sport (sols, murs, éclairage, ventilation, chauffage) et le traitement phonique de cette salle.
- La mise à niveau de la salle de musculation.

- La modification des accès aux gradins intérieurs et extérieurs.
- L'isolation thermique de l'ensemble des locaux.

La problématique de la sécurité (vidéoprotection) et du contrôle d'accès (portails, portillons, clôture,...) aux équipements a également été prise en compte.

La question de la chaufferie pour le chauffage des locaux et la production d'eau chaude sanitaire reste encore à trancher. Le projet présenté est basé sur le principe de maintenir les chaudières existantes fonctionnant au fuel. L'option de remplacer cette production et de raccorder la chaufferie au gaz de ville est en cours d'étude et sera présentée ultérieurement.

La surface totale des locaux après travaux est de 2 920m², dont 557m² neufs et 1541m² rénovés.

A ce stade du projet le coût des travaux est estimé à 2 687 924€HT

Le forfait d'honoraire, établi sur la base d'un taux de 11.72%, s'élève à : 315 024.69€HT

Le forfait pour la mission OPC, établi sur la base d'un taux de 1.25% s'élève à 33 599.05€HT

Le coût global de l'opération est estimé à 4.03 M€TTC.

Projet de délibération

Le conseil municipal :

Vu la présentation faite par l'architecte lors de la séance

- valide l'avant-projet présenté
- valide le plan de financement prévisionnel joint en annexe
- autorise monsieur le maire à signer tout document relatif à ce projet, en particulier les demandes d'aides financières, le permis de construire, les marchés ,....
- autorise monsieur le maire à signer l'avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour fixer le forfait d'honoraires

Point adopté à l'unanimité

2) Plan Climat - Convention avec Alsace Nature

La Ville s'est engagée depuis plusieurs années dans le développement durable. Elle souhaite franchir une étape supplémentaire en intégrant à son niveau la lutte contre le réchauffement climatique. Les températures excessives de ces derniers mois ne peuvent que nous conforter dans cette démarche. Aussi des contacts ont été pris avec l'association Alsace Nature pour travailler avec elle à travers, dans un premier temps la réalisation d'un diagnostic sur Lingolsheim afin de définir ensuite un plan d'actions et la sensibilisation de la population. C'est ainsi qu'une convention de partenariat vous est proposée. L'intervention d'Alsace Nature sera rémunérée à hauteur de 4000 € pour le diagnostic et 2000 € pour les actions de sensibilisation. Ce dernier point peut par ailleurs faire l'objet de financement au niveau de l'Eurométropole dans le cadre du plan Climat.

Projet de délibération :

Le conseil municipal

- Donne un avis favorable à la conclusion d'une convention de partenariat entre la Ville et Alsace Nature.
- Désigne M. le Maire pour signer cette convention au nom de la Ville.

Point adopté à l'unanimité

V/ PERSONNEL

1) Mesures de réorganisation du pôle travaux et urbanisme et centre technique municipal

Plusieurs changements sont intervenus au sein du pôle travaux et urbanisme et centre technique municipal dans le cadre notamment de départs en retraite. Afin de tenir compte de ces évolutions, un audit a été effectué à la demande de Monsieur le Maire par le Centre de Gestion du Bas-Rhin, afin notamment d'identifier les mesures nécessaires au bon fonctionnement du service technique et à sa réorganisation.

Les principaux éléments constatés lors de cette étude sont les suivants :

- Contexte :
 - Ban communal peu étendu
 - Population en forte expansion
 - Commune comprise dans une intercommunalité
 - Effectifs réduits du fait des choix d'externalisation de certaines tâches
 - Pyramide des âges déséquilibrée (départs en retraite à anticiper)
- Perception des agents
 - Forte charge de travail
 - Questions sur l'évolution de l'identité professionnelle et de l'organisation du service
- Organisation des services
 - Recrutement d'un Adjoint au responsable des ateliers nécessaire
 - Suivi insuffisant des entreprises extérieures intervenant
 - Nouvelles technologies complexes mises en œuvre dans les bâtiments
 - Chauffeur supplémentaire à former et/ou recruter
 - Création d'un pôle Commande Publique

Un diaporama est présenté aux membres du Conseil Municipal faisant part des préconisations et mesures prévues suite aux préconisations issues de l'audit mené.

Par ailleurs, l'organigramme du centre technique municipal ainsi que du pôle travaux et urbanisme sont modifiés dans ce sens.

Projet de délibération :

Le conseil municipal

- Suite à la présentation de l'audit réalisé au cours du 1^{er} semestre 2018 par le Centre de Gestion du Bas-Rhin
- Vu l'avis du comité technique du 27 août 2018

Décide d'approuver la réorganisation du pôle travaux et urbanisme et du centre technique municipal.

Point adopté à l'unanimité

2) Création de postes

Il est proposé de créer les emplois suivants :

à compter du 1^{er} septembre 2018, dans le cadre de la réorganisation du pôle travaux et urbanisme et centre technique municipal, et conformément aux préconisations de l'audit mené :

- 1 emploi de technicien à temps complet exerçant les fonctions d'adjoint au responsable du centre technique municipal (emploi permanent)
- 1 emploi d'adjoint technique à temps complet exerçant les fonctions de responsable du pôle Logistique (emploi permanent)

à compter du 8 octobre 2018, dans le cadre de l'élargissement des missions du chargé de commande publique :

- 1 emploi d'attaché à temps complet exerçant les fonctions de chargé de la commande publique (emploi permanent)

Projet de délibération :

Le conseil municipal

Approuve la création des postes proposés suite à l'audit du pôle travaux et urbanisme et du centre technique municipal et du poste d'attaché à compter du 8 octobre pour les fonctions de chargé de la commande publique.

Point adopté à l'unanimité

VI/ POLE ENFANCE

1) Conventions avec EPMM Sport pour tous – mise à disposition de locaux et formation

L'activité Babougym en direction des enfants connaît depuis plusieurs années un succès croissant. L'association EPMM Sport pour tous qui propose cette activité physique travaille en partenariat avec le pôle enfance de la ville. C'est ainsi qu'il vous est proposé 2 conventions :

- L'une pour la mise à disposition par la ville des locaux dans les écoles pour l'activité Babougym
- La deuxième pour la formation par EPMM du personnel du pôle enfance pour développer l'activité physique pour les enfants notamment dans le cadre du périscolaire et de l'accueil de loisir.

Projet de délibération :

Le conseil municipal

- Approuve les conventions entre la Ville et l'association EPMM pour le développement du sport auprès des enfants
- Charge M. le Maire ou son représentant de signer les conventions au nom de la Ville.

Point adopté à l'unanimité